



Commission
européenne



LES PIONNIERS DE L'UNION EUROPÉENNE

Les pionniers qui ont contribué
à façonner l'Europe actuelle



COMMISSION EUROPÉENNE

Direction générale de la communication
Rédaction et communication ciblée
1049 Bruxelles
BELGIQUE

Manuscrit achevé en juillet 2021
Première édition

| | | | |
|-------|------------------------|--------------------|-------------------|
| Print | ISBN 978-92-76-10827-6 | doi:10.2775/804919 | NA-02-19-702-FR-C |
| PDF | ISBN 978-92-76-10799-6 | doi:10.2775/107854 | NA-02-19-702-FR-N |

La Commission européenne ne peut en aucun cas être tenue pour responsable de l'usage fait de cette publication en cas de réutilisation.

De plus amples informations sur l'Union européenne sont disponibles sur internet (<https://www.europa.eu>).

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2021

© Union européenne, 2021



La politique de réutilisation des documents de la Commission européenne est mise en œuvre sur la base de la décision 2011/833/UE de la Commission du 12 décembre 2011 relative à la réutilisation des documents de la Commission (JO L 330 du 14.12.2011, p. 39).

Sauf mention contraire, la réutilisation du présent document est autorisée dans le cadre d'une licence Creative Commons Attribution 4.0 International (CC BY 4.0) (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>). Cela signifie que la réutilisation est autorisée moyennant citation appropriée de la source et indication de toute modification.

Pour toute utilisation ou reproduction d'éléments qui ne sont pas la propriété de l'Union européenne, il peut être nécessaire de demander l'autorisation directement auprès des titulaires de droits respectifs.

CRÉDITS

Toutes les photos sont la propriété de l'Union européenne, sauf mention contraire.

Les pionniers de l'Union européenne

Les pionniers qui ont contribué à façonner l'Europe actuelle

Rassemblant aussi bien des combattants de la Résistance que des survivants de l'Holocauste, des dirigeants politiques et même une star de cinéma, les esprits visionnaires décrits dans cette brochure présidèrent à la création de l'Europe telle que nous la connaissons aujourd'hui. Les pionniers de l'Union européenne (UE) forment un groupe de personnalités diverses mues par le même idéal: une Europe pacifiée, unie et prospère.

Ils furent nombreux à tenter de mettre un terme aux conflits en Europe après les horreurs de deux guerres mondiales et à promouvoir la paix et la solidarité entre les peuples. Ils défendirent les valeurs fondamentales sur lesquelles l'Union européenne est fondée: la liberté, la démocratie et l'égalité; le respect de la dignité humaine, des droits de l'homme et de l'état de droit; et la solidarité et la protection de tous les membres de la société.

Cette brochure a pour objectif d'inventorier les conséquences de leurs contributions aux fondements de l'UE. Ces pionniers œuvrèrent à la paix et à la prospérité, ainsi qu'à l'éradication de l'exclusion sociale et de la discrimination. Ils contribuèrent à élaborer les systèmes qui favorisèrent la stabilité économique et qui conduisirent à l'introduction d'une monnaie unique, et ils défendirent la riche diversité culturelle et historique de l'Europe.

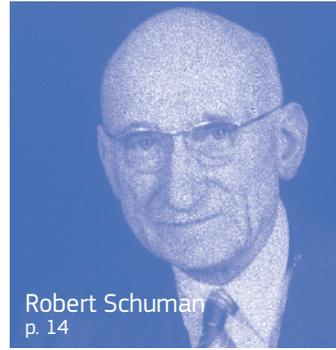
Sans leur volonté et leur imagination, cet espace de paix et de stabilité dans lequel nous vivons n'aurait pu voir le jour.

Ces courtes biographies sont extraites d'articles complets disponibles en ligne à l'adresse suivante:

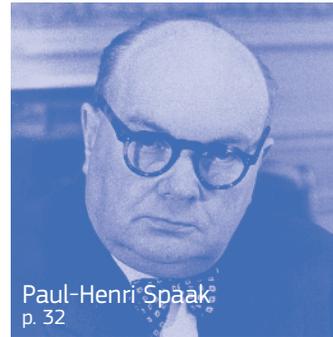
https://european-union.europa.eu/principles-countries-history/history-eu/eu-pioneers_fr



Table des matières



| | |
|---|----|
| Jean Monnet..... | 6 |
| Konrad Adenauer..... | 8 |
| Louise Weiss..... | 10 |
| Alcide De Gasperi..... | 12 |
| Robert Schuman..... | 14 |
| Simone Veil..... | 16 |
| Joseph Bech..... | 18 |
| Marga Klompé..... | 20 |
| Winston Churchill..... | 22 |
| Helmut Kohl et François Mitterrand..... | 24 |



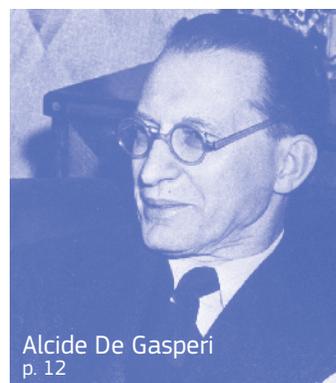
Simone Veil
p. 16



| | |
|-------------------------|----|
| Johan Willem Beyen..... | 28 |
| Ursula Hirschmann..... | 30 |
| Paul-Henri Spaak..... | 32 |
| Melina Mercouri | 34 |
| Walter Hallstein..... | 36 |
| Altiero Spinelli..... | 38 |
| Nilde Iotti..... | 40 |
| Nicole Fontaine..... | 42 |
| Sicco Mansholt..... | 44 |
| Anna Lindh..... | 46 |



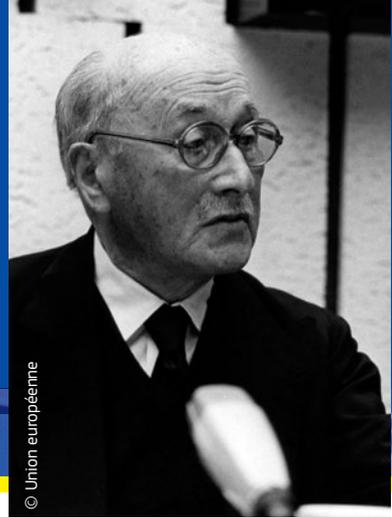
Anna Lindh
p. 46



Alcide De Gasperi
p. 12

Jean Monnet

1888-1979



Lorsque la Première Guerre mondiale éclata en 1914, Jean Monnet fut dispensé du service militaire en France pour raisons de santé. Désireux de servir son pays d'une autre manière et de contribuer à l'effort de guerre de la France, Jean Monnet proposa au gouvernement de son pays de mieux coordonner le transport des approvisionnements de guerre. Sa proposition fut acceptée et le président français le nomma intermédiaire économique.

Ayant fait la preuve de ses grandes compétences pendant la guerre, il fut nommé, à l'âge de 31 ans, secrétaire général adjoint de la Société des Nations, dès sa création en 1919. À la mort de son père en 1923, Jean Monnet retourna à Cognac, sa ville natale, et remit sur pied l'entreprise familiale en difficulté.

Au début de la Seconde Guerre mondiale, Jean Monnet devint président d'un comité franco-britannique destiné à coordonner les capacités de production des deux pays. Le gouvernement britannique l'envoya aux États-Unis pour qu'il supervise l'achat des approvisionnements de guerre. Ayant produit une forte impression sur le président américain Franklin D. Roosevelt, Jean Monnet devint rapidement l'un de ses fidèles conseillers et lui enjoignit d'augmenter la capacité de production de l'équipement militaire américain, avant même l'entrée en guerre des États-Unis.

En 1943, Jean Monnet devint membre du Comité français de libération nationale, le gouvernement français de facto en exil à Alger. C'est alors qu'il exprima son idée d'une Europe unie qui permettrait de maintenir la paix. Lors d'une réunion



La maison de Jean Monnet en France est désormais un musée et un espace de travail pour les groupes scolaires qui la visitent.

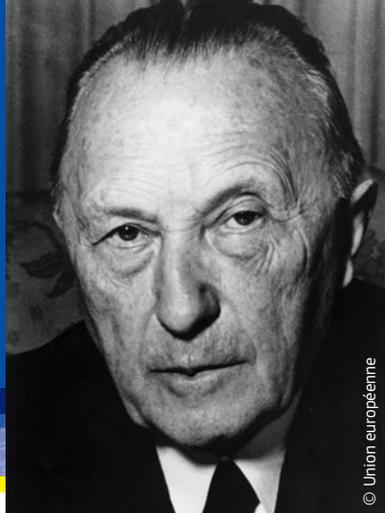
du Comité, le 5 août 1943, Jean Monnet déclara: «Il n'y aura pas de paix en Europe si les États se reconstituent sur une base de souveraineté nationale [...]. Les pays d'Europe sont trop étroits pour assurer à leurs peuples la prospérité [...] et les développements sociaux indispensables [...]. [Cette prospérité et les développements sociaux indispensables supposent que] les États d'Europe se forment en une fédération [...]»

Après la guerre, dans un contexte de tensions internationales croissantes, Jean Monnet a le sentiment qu'il est temps de franchir un pas décisif vers l'unité européenne. Il commence donc à travailler avec son équipe sur l'idée d'une Communauté européenne. Le 9 mai 1950, Robert Schuman, ministre français des affaires étrangères, fit une déclaration au nom du gouvernement français, connue sous le nom de «déclaration Schuman».

Cette déclaration, dont Jean Monnet fut l'inspirateur, proposait de placer l'ensemble de la production franco-allemande du charbon et de l'acier sous la responsabilité d'une Haute Autorité commune. L'idée était que, si la production de ces ressources était partagée par les deux pays les plus puissants d'Europe, une nouvelle guerre serait évitée. Les gouvernements allemand, belge, italien, luxembourgeois et néerlandais y ayant répondu favorablement, cette déclaration jeta les bases de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, qui fut à l'origine de la Communauté économique européenne et, à terme, de l'Union européenne.

Konrad Adenauer

1876-1967



Élu en 2003 «le plus grand Allemand de tous les temps» par ses concitoyens, Konrad Adenauer œuvra sans relâche en faveur de l'unité européenne et d'une paix durable entre les nations. L'Europe telle que nous la connaissons aujourd'hui n'aurait pas vu le jour sans la confiance que Konrad Adenauer inspirait aux autres pays européens, qui suivirent son exemple et celui de l'Allemagne.

Son expérience de la guerre lui permit de se forger sa propre opinion. Il était dans la trentaine et adjoint au maire de Cologne lorsque la Première Guerre mondiale éclata. Malgré les épreuves, il parvint à faire en sorte que la ville poursuive ses activités, tant pour la population civile que pour l'armée, qui fit de Cologne l'une des principales bases de transport et d'approvisionnement pour les troupes allemandes.

Konrad Adenauer devint maire de Cologne en 1917, avant d'être démis de ses fonctions en 1933, après s'être opposé au parti nazi en refusant d'orner sa ville de swastikas lors d'une visite d'Hitler. Averti qu'il courait un danger, Konrad Adenauer prit la fuite et trouva refuge dans un monastère jusqu'à ce qu'il puisse le quitter en toute sécurité. Par la suite, les nazis ne le ménagèrent pas, même après que le régime eut estimé qu'il représentait une menace moins grave. Il fut emprisonné et inscrit sur les listes de déportation, mais, tant bien que mal, il survécut à la guerre.

Après la défaite des nazis, Konrad Adenauer s'employa à réconcilier l'Allemagne avec ses anciens ennemis, en particulier avec la France, et à instaurer une paix durable en Europe. Il fut élu chancelier de la République fédérale d'Allemagne



© API/Union européenne

Konrad Adenauer signant les traités de Rome qui instituent la Communauté économique européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique, à l'hôtel de ville de Rome, le 25 mars 1957.

(Allemagne de l'Ouest) le 15 septembre 1949. Au cours des années qui suivirent, il conduisit son pays vers l'adhésion au Conseil de l'Europe (1951) et veilla à ce que l'Allemagne de l'Ouest joue un rôle central dans la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (1952). Cette organisation fut créée pour contrôler les industries qui avaient été au cœur des machines de guerre de l'Europe et empêcher la résurgence des conflits. L'Allemagne de l'Ouest rejoignit l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) en 1955, sous la présidence de Konrad Adenauer. Il s'agissait peut-être là du plus grand signe du retour de ce pays sur la scène internationale.

Konrad Adenauer était convaincu qu'une relation solide entre l'Allemagne de l'Ouest et la France permettrait de jeter les bases d'une paix et d'une stabilité durables en Europe; cette conviction déboucha, en 1963, sur la signature du traité de l'Élysée, également appelé «le traité d'amitié». Cet accord scella la réconciliation entre les deux pays et permit de constituer une assise solide pour des relations qui mirent un terme à des siècles de rivalité. L'Allemagne est devenue la société libre et démocratique que nous connaissons aujourd'hui grâce au rôle que Konrad Adenauer voulut faire jouer à son pays dans une Europe unifiée.

Louise Weiss

1893-1983



La journaliste et femme politique Louise Weiss fut une voix influente dans les affaires françaises et internationales des années 20 jusqu'à son décès en 1983. Son expérience dans les hôpitaux de campagne au cours de la Première Guerre mondiale la marqua profondément. Elle consacra sa vie à l'établissement de la paix, d'abord en travaillant pour plusieurs journaux, puis en s'engageant pour le droit de vote des femmes. Pendant la Seconde Guerre mondiale, elle aida à sauver des milliers d'enfants juifs des nazis et elle rejoignit la Résistance française.

Après la guerre, elle entreprit une longue série de voyages à travers le monde. Elle rédigea de nombreux articles pour de prestigieux magazines et journaux français sur le rôle de premier plan que l'Occident, et l'Europe en particulier, pourrait jouer dans la promotion des valeurs démocratiques dans le monde. C'est cette conviction qui la conduisit à défendre l'Europe comme contrepoids aux États-Unis et à l'Union soviétique pendant la guerre froide.

En 1971, elle créa la Fondation Louise Weiss, qui décerne chaque année un prix à la personne ou à l'institution ayant le plus contribué à faire avancer la



© Union européenne

Louise Weiss est élue au Parlement européen en juillet 1979 alors qu'elle est âgée de 86 ans, devenant ainsi sa doyenne d'âge.

«science de la paix». Václav Havel, Helmut Schmidt et Simone Veil figurent notamment parmi les lauréats de ce prix.

Sa priorité allant désormais à l'Europe, Louise Weiss fut élue au Parlement européen en 1979. Dans son discours inaugural, elle appela tous les Européens à s'unir au nom de leur culture commune et non uniquement d'intérêts économiques partagés.

Louise Weiss resta la doyenne du Parlement européen jusqu'à sa mort en 1983, à l'âge de 90 ans. Le Parlement donna son nom à son bâtiment principal à Strasbourg, en hommage au soutien qu'elle apporta aux valeurs européennes tout au long de sa vie.

Alcide De Gasperi

1881-1954



L'homme politique italien Alcide De Gasperi a été tour à tour le dernier Premier ministre du Royaume d'Italie et le premier Premier ministre de la République italienne. Après la Seconde Guerre mondiale, il supervisa l'édification d'une nouvelle démocratie en Italie, de même que la reconstruction économique du pays et son retour dans l'arène politique internationale.

Alcide De Gasperi contribua au rapprochement de l'Allemagne et de la France, après près d'un siècle de conflits. Une fois la guerre terminée, il milita activement en faveur de l'unité de l'Europe, convaincu qu'il s'agissait du seul moyen d'empêcher le retour des conflits. Alcide De Gasperi était animé par une vision claire, celle d'une Union de l'Europe qui, sans se substituer aux États, leur permettrait de travailler ensemble.

«L'avenir ne se construit pas grâce à la force, ni à l'esprit de conquête, mais grâce à la patiente application de la méthode démocratique, à l'esprit constructif des accords et au respect de la liberté», déclara-t-il en 1952 lorsqu'il reçut le prix Charlemagne pour son action au service d'une Europe unie. Tel fut, en



© Intercontinentale/AFP

Alcide De Gasperi prononce un discours à Paris le 21 avril 1954.

substance, le message qu'il adressa aux dirigeants de l'Allemagne et de la France lorsqu'il entama sa mission de médiation en réponse à l'appel de Robert Schuman, le 9 mai 1950, pour une Europe intégrée.

Les travaux d'Alcide De Gasperi contribuèrent à la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), une organisation qui empêcha effectivement les nations européennes de se faire la guerre. En 1954, ses efforts furent récompensés: il devint le premier président de l'Assemblée parlementaire de la Communauté.

En plus d'avoir œuvré à la création du Conseil de l'Europe, Alcide De Gasperi réalisa un autre de ses objectifs: redonner à l'Italie un rôle de premier plan sur la scène internationale, alors que son pays rejoignait les cinq autres membres fondateurs de la Communauté. Alcide De Gasperi nourrissait également une vision plus large, celle de la paix fondée sur la coopération internationale. C'est lui qui fit adhérer l'Italie au plan Marshall et à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

Robert Schuman

1886-1963



Dispensé du service militaire pour raisons de santé au cours de la Première Guerre mondiale, Robert Schuman s'engagea dans la Résistance française lors de la Seconde Guerre mondiale, avant d'être capturé et emprisonné par les nazis. Après avoir échappé de peu à la déportation dans le camp de concentration de Dachau, il s'enfuit dans la zone « libre » de la France, où il se cacha après l'invasion par les nazis. Vivant dans la clandestinité, sa tête ayant été mise à prix, il défia les Allemands durant les trois années qui suivirent.

Robert Schuman s'était engagé en politique entre les deux guerres. Il entama sa carrière au sein de la fonction publique en devenant député du département de la Moselle. Citoyen allemand né au Luxembourg, Robert Schuman obtint la nationalité française en 1919, lorsque la région d'Alsace-Lorraine fut restituée à la France.

Après la guerre, il se consacra à nouveau à la politique nationale et occupa une série de postes de haut rang, dont ceux de Premier ministre et de ministre des affaires étrangères. Il joua un rôle déterminant dans la négociation de traités et d'initiatives majeurs, tels que le Conseil de l'Europe, le plan Marshall et l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), ayant tous pour but de renforcer la coopération au sein de l'alliance occidentale et d'unifier l'Europe.



Robert Schuman (au centre) en conversation avec Ludwig Erhard (à gauche).

Il est surtout célèbre pour la «déclaration Schuman», dans laquelle il proposa d'unir les intérêts économiques. Il était convaincu que, grâce à cette coopération entre les nations européennes, la guerre deviendrait «non seulement impensable, mais matériellement impossible».

En collaboration avec Jean Monnet, il élabora le plan Schuman, qu'il présenta le 9 mai 1950. Cette date est désormais considérée comme celle de la naissance de la construction européenne et célébrée chaque année comme la «Journée de l'Europe». Dans son discours, il proposa de placer sous une autorité commune la production du charbon et de l'acier, essentielle à l'industrie de l'armement.

Le traité de Paris fut signé par les six membres fondateurs (Belgique, Allemagne, France, Italie, Luxembourg et Pays-Bas) le 18 avril 1951, soit un an à peine après la déclaration. Il institua la Communauté européenne du charbon et de l'acier, la première communauté supranationale de l'Europe. Cette organisation d'avant-garde ouvrit la voie à la Communauté économique européenne, puis à l'Union européenne.

Simone Veil

1927-2017



Simone Veil survécut aux camps de concentration nazis. Son enfance et le traumatisme subi durant la Seconde Guerre mondiale furent à l'origine de son engagement en faveur d'une Europe unifiée, une cause qu'elle défendra pendant le reste de sa vie.

Elle commença sa carrière dans le droit, avant de s'engager en politique. En 1974, elle rejoignit le gouvernement français sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing, au poste de ministre de la santé. Peu après sa nomination, elle engagea une âpre bataille pour légaliser l'avortement en France et ne parvint à ses fins que lorsque l'opposition au sein de l'Assemblée nationale se rallia à sa cause pour faire adopter la loi en 1975. Cette loi, considérée comme une avancée majeure, deviendra largement connue sous le nom de «loi Veil».

Alors que sa carrière politique en France progressait, elle devint de plus en plus attachée à l'idée d'une Europe libérée des conflits et de l'oppression. Le président Giscard d'Estaing lui demanda de prendre la tête de la liste de son parti lors des premières élections directes du Parlement européen en 1979.

Simone Veil fut élue au Parlement, qui la choisit comme présidente. Elle devint ainsi la première femme à la tête d'une institution européenne. Deux ans plus tard, elle reçut le prix Charlemagne, qui récompense la contribution de personnalités à l'unité européenne.



Simone Veil, présidente nouvellement élue du Parlement européen, ovationnée après avoir prononcé un discours, en juin 1979.

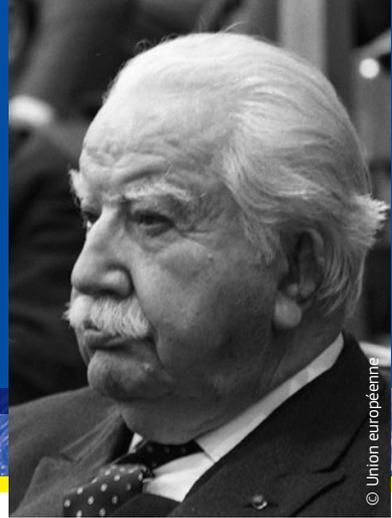
Après quatorze années passées au Parlement européen, Simone Veil retourna à la politique française en 1993 en tant que ministre d'État et ministre de la santé et des affaires sociales jusqu'en 1995. En 1998, elle fut nommée au Conseil constitutionnel de la République française.

Lorsqu'elle fut élue à l'Académie française en 2008, entrant dans le cercle très fermé des femmes ayant reçu cet honneur, elle choisit de faire graver trois choses sur l'épée qui est remise à chaque nouveau membre de l'Académie: le numéro de son tatouage d'Auschwitz (78651); la devise de la République française («Liberté, Égalité, Fraternité»); et la devise de l'Union européenne («Unie dans la diversité»).

Simone Veil mourut en 2017 et, en 2018, sa dépouille entra au Panthéon à Paris. Elle est la cinquième femme seulement à avoir reçu cet honneur.

Joseph Bech

1887-1975



En 1950, lorsque le ministre français des affaires étrangères, Robert Schuman, proposa de créer une organisation qui empêcherait les pays européens de se faire la guerre, son homologue luxembourgeois, Joseph Bech, accueillit la proposition avec enthousiasme.

Il croyait fermement à la nécessité d'ériger une Europe stable et prospère au moyen d'une coopération économique plus étroite.

Joseph Bech, qui avait fui le Luxembourg occupé par les nazis pour rejoindre le gouvernement luxembourgeois en exil à Londres, estimait que la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier permettrait d'éviter un autre conflit sanglant tel que la Seconde Guerre mondiale et qu'elle offrirait à son petit pays l'occasion de marquer la nouvelle Europe de son empreinte. En 1944, il avait déjà joué un rôle de premier plan dans la création de l'Union douanière Benelux entre les gouvernements belge, luxembourgeois et néerlandais en exil. Dans les années 50, il devint l'un des principaux artisans de l'intégration européenne.



Robert Schuman, ministre français des affaires étrangères, Joseph Bech, ministre luxembourgeois des affaires étrangères, et Paul-Henri Spaak, Premier ministre belge, lors de la première session de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, à Strasbourg, le 10 août 1949.

En juin 1955, Joseph Bech présida la conférence de Messine, prélude au traité de Rome qui donna naissance à la Communauté économique européenne, précurseur de l'actuelle Union européenne. L'enjeu de cette conférence était un mémorandum des trois pays du Benelux, dont le Luxembourg qui y était représenté par Joseph Bech. Ce document, qui mettait l'accent sur la nécessité d'une autorité commune dotée de véritables pouvoirs, combinait les projets français et néerlandais concernant de nouvelles activités dans les domaines du transport et de l'énergie, en particulier de l'énergie nucléaire, et la création d'un marché commun général.

Joseph Bech quitta les affaires étrangères en 1959 et se retira de la scène politique en 1964.

Marga Klompé

1912-1986



Scientifique et enseignante, Marga Klompé s'engagea dans la Résistance néerlandaise durant la Seconde Guerre mondiale. Devenue membre du Parlement néerlandais en 1948, elle participa aux négociations de la déclaration universelle des droits de l'homme des Nations unies.

Marga Klompé fut la première femme membre de l'Assemblée commune de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), l'ancêtre de l'actuel Parlement européen, dont la première session s'est tenue en 1952.

En 1955, Marga Klompé participa à un groupe de travail créé par l'Assemblée, dont la mission était d'améliorer la mise en œuvre et d'élargir les pouvoirs de la CECA, ainsi que d'instaurer un marché unique s'étendant au-delà du secteur du charbon et de l'acier. En 1956, elle quitta l'Assemblée pour devenir la première femme ministre des Pays-Bas, dans un gouvernement de coalition de centre-gauche présidé par le Premier ministre Willem Drees.



© Nijs, Jac. De. Archives nationales des Pays-Bas/Anefo

Marga Klompé avec le vice-Premier ministre, Jan de Quay (à gauche), et le directeur des services sociaux, Jan Verhoeven (à droite), lors d'un débat à la Chambre des représentants, le 16 janvier 1967.

Ministre des affaires sociales, elle remporta l'une de ses plus grandes victoires en faisant adopter la loi sur la protection sociale universelle, qui remplaça l'ancienne loi sur la pauvreté. Entrée en vigueur en 1965, celle-ci fit de la protection sociale un droit pour tous.

De 1966 à 1971, elle fut ministre des affaires culturelles, des loisirs et de l'action sociale au sein du cabinet du Premier ministre Piet de Jong. En 1971, Marga Klompé reçut le titre de ministre d'État, un honneur accordé aux Pays-Bas à des responsables politiques de haut niveau et de grand mérite parvenus en fin de carrière.

Après avoir quitté la politique, Marga Klompé poursuivit son combat en faveur de la justice internationale et de la responsabilité sociale, critiquant notamment le régime de l'apartheid en Afrique du Sud. Fervente catholique, elle fut nommée présidente de la Commission nationale des Pays-Bas pour la justice et la paix par le pape Paul VI. Elle participa, en outre, à la création de l'Union des diplômées catholiques et du Service des femmes volontaires catholiques.

Winston Churchill

1874-1965



Lorsque l'on pense à Winston Churchill, la première image qui peut venir à l'esprit est celle d'un homme imposant fumant le cigare et qui fait le signe de la victoire. Cette représentation populaire n'est que l'une des facettes de l'ancien officier de l'armée, correspondant de guerre et Premier ministre britannique qui a rassemblé une nation visée par les bombardements.

On oublie souvent que Winston Churchill était acquis à l'idée d'une intégration européenne et qu'il fut parmi les premiers à préconiser la création des «États-Unis d'Europe». Il faisait partie de ces nombreux dirigeants que la guerre avait convaincus que seule une Europe unie pourrait garantir la paix.

Le cri de ralliement qu'il lança le 4 juin 1940 («Nous nous battons sur les plages») fait partie de ses déclarations les plus célèbres. En 1946, Winston Churchill prononça cependant à l'université de Zurich un autre discours, que l'on a parfois tendance à oublier. Dans ce discours, il conseilla aux Européens de tourner le dos aux horreurs du passé et de regarder vers l'avenir. Il déclara que la première étape pour reconstituer la «famille européenne» de justice,



Paul-Henri Spaak, président de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, Paul Reynaud, homme politique français, Winston Churchill, Premier ministre britannique, et Robert Schuman, ministre français des affaires étrangères, lors de la réunion de l'Assemblée consultative à Strasbourg, le 11 août 1950.

d'indulgence et de liberté était d'«ériger quelque chose comme les États-Unis d'Europe. C'est la voie pour que des centaines de millions d'êtres humains aient la possibilité de s'accorder ces petites joies et ces espoirs qui font que la vie vaut la peine d'être vécue».

Avec cette ambition de créer des États-Unis d'Europe, Winston Churchill fut l'un des premiers à plaider en faveur d'une intégration européenne pour que les atrocités des deux guerres mondiales ne se reproduisent plus, en appelant d'abord à la création d'un Conseil de l'Europe.

En 1948, 800 délégués de tous les pays d'Europe se réunirent à La Haye à l'occasion d'un grand Congrès de l'Europe, avec Winston Churchill comme président honoraire. Le Congrès mena à la création du Conseil de l'Europe, le 5 mai 1949; Winston Churchill participa lui-même à la première réunion.



Helmut Kohl

1930-2017

et

François Mitterrand

1916-1996



Deux des dirigeants politiques européens les plus reconnaissables du XX^e siècle étaient peut-être aussi ceux que tout opposait. Le chancelier allemand, Helmut Kohl, et le président français, François Mitterrand, naquirent et grandirent à une époque où leurs nations s'affrontèrent lors de deux guerres dévastatrices.

Helmut Kohl et François Mitterrand travaillèrent sans relâche pour renforcer les relations d'après-guerre entre la France et l'Allemagne, et soulignèrent l'importance de la paix entre leurs pays pour poursuivre l'objectif de l'intégration européenne. La photographie emblématique et émouvante des deux dirigeants se tenant par la main lors d'une cérémonie organisée le 22 septembre 1984 pour célébrer le 70^e anniversaire du début de la Première Guerre mondiale fit la une de la presse internationale.



Helmut Kohl s'adressant aux membres du Parlement européen à Strasbourg après la chute du mur de Berlin, le 22 novembre 1989.

Helmut Kohl

Né à Ludwigshafen, en Allemagne, en 1930, Helmut Kohl commença sa vie professionnelle dans les milieux universitaires, puis s'orienta vers le monde de l'entreprise et, finalement, la politique. En 1959, il fut élu chef de section de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) dans sa ville natale et connut une ascension politique rapide aux niveaux local et régional. Après avoir été ministre-président de Rhénanie-Palatinat (ce qui fait de lui le plus jeune dirigeant élu d'Allemagne), il gravit, en tant que président de la CDU, les premières marches vers la chancellerie fédérale d'Allemagne de l'Ouest.

En 1982, le gouvernement au pouvoir tomba à la suite d'une motion de défiance proposée par la CDU. Helmut Kohl fut de ce fait élu chancelier par le Bundestag et, un an plus tard, il consolida son pouvoir en remportant les élections fédérales de 1983 à une large majorité.

Helmut Kohl est surtout connu pour son engagement en faveur d'un État allemand unifié. Il fut le premier chancelier à recevoir le chef d'État d'Allemagne de l'Est à titre diplomatique et, après la chute du mur de Berlin, il travailla sans relâche à la réunification de l'Allemagne de l'Est et de l'Allemagne de l'Ouest. Un traité fut rapidement signé et ratifié par les deux parlements en 1990: il réunifia l'Allemagne quarante-cinq ans après sa division et contribua à faire de la vision d'Helmut Kohl d'une Europe unie une réalité plus tangible.



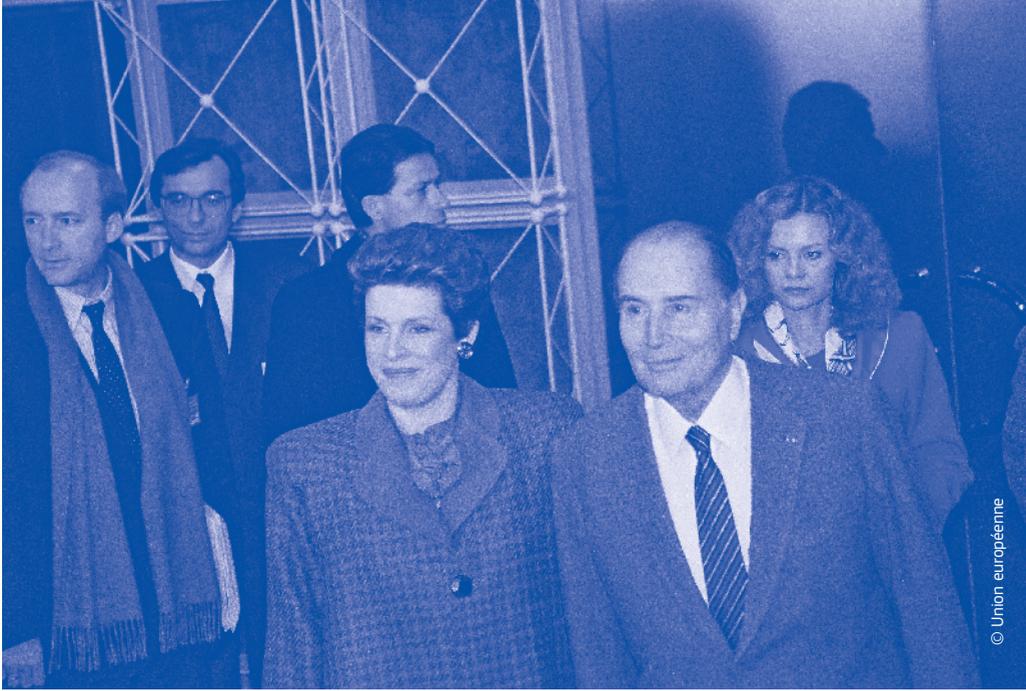
François Mitterrand et Helmut Kohl lors de la cérémonie de commémoration des soldats français et allemands tombés lors des deux guerres mondiales au cimetière de Douaumont à Verdun, en France, le 22 septembre 1984.

François Mitterrand

François Mitterrand naquit en Charente, en France, en 1916. Il fit ses débuts en politique en tant que partisan de la droite nationaliste française. Il fut envoyé au front au début de la Seconde Guerre mondiale, capturé en 1940 et fait prisonnier de guerre par les Allemands. Il parvint à s'évader et travailla pendant un certain temps sous le régime de Vichy avant de se tourner vers les partis de gauche et de s'engager dans la Résistance française. Il mit en place un réseau avec d'autres prisonniers de guerre et des groupes de résistance armés français avant de s'enfuir à Londres.

Après la guerre, François Mitterrand consolida sa position à la gauche de l'échiquier politique en affrontant Charles de Gaulle et en étant élu à la tête du parti socialiste français. Il fut élu président en 1981, dirigeant le premier gouvernement de gauche du pays en vingt-trois ans.

Lors de sa présidence, François Mitterrand appuya l'élargissement de l'Union européenne en encourageant l'adhésion de l'Espagne et du Portugal. Partisan d'une intégration européenne plus poussée, il plaida en faveur de l'adoption de l'Acte unique européen en 1986, qui jeta les bases juridiques du marché unique européen.



© Union européenne

Arrivée de François Mitterrand, président de la République française, à une réunion du Conseil européen, à Strasbourg, en France, le 12 décembre 1989.

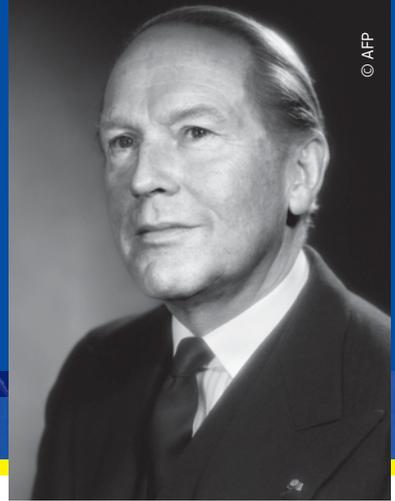
La célèbre photographie d'Helmut Kohl et de François Mitterrand lors d'une cérémonie commémorative à Verdun, théâtre de l'une des plus longues batailles de la Première Guerre mondiale, montre le chemin parcouru par l'Allemagne, la France et l'Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Le prix Charlemagne, qui récompense les contributions à l'unification européenne, leur a été attribué en 1988, en reconnaissance de leur immense contribution à l'amélioration des relations franco-allemandes.

Helmut Kohl fut chancelier pendant seize ans, soit le mandat le plus long de l'histoire allemande au XX^e siècle. François Mitterrand fut, quant à lui, président de la République française pendant quatorze ans, ce qui est également la présidence la plus longue de l'histoire de la France. Helmut Kohl et François Mitterrand disparurent, respectivement, en 2017 et en 1996, après avoir été au service de leur propre pays et de l'Europe pendant des décennies.

Johan Willem Beyen

1897-1976



L'homme politique néerlandais Johan Willem Beyen convainquit ses homologues européens d'adopter son plan de coopération économique totale. Au milieu des années 50, alors que Johan Willem Beyen élaborait sa proposition d'union douanière, il réalisa à quel point il serait difficile de convaincre les plus réticents, aux Pays-Bas et dans le reste de l'Europe, d'accepter une plus grande intégration européenne.

La déclaration Schuman du 9 mai 1950 ainsi que la création consécutive de la Communauté européenne du charbon et de l'acier en 1952 avaient été deux étapes importantes du relèvement de l'Europe après la guerre, mais de nombreux dirigeants dans la Communauté se méfiaient d'une plus grande intégration, notamment sur le plan économique. Johan Willem Beyen, quant à lui, pensait que le moment était venu de promouvoir une coopération encore plus grande entre les nations européennes.

Son plan partait du principe qu'une intégration totale était nécessaire, et non pas uniquement dans le domaine du charbon et de l'acier. La solution consistait donc en un marché commun général, sur le modèle de l'accord Benelux signé entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas en 1944.



De gauche à droite: Johan Willem Beyen, avec Gaetano Martino (Italie), Joseph Bech (Luxembourg), Antoine Pinay (France), Walter Hallstein (Allemagne) et Paul-Henri Spaak (Belgique), lors de la réunion des six États membres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier à la conférence de Messine, du 1^{er} au 3 juin 1955.

Johan Willem Beyen présenta le «plan Beyen» lors de la conférence de Messine en 1955. Il expliqua que l'unité politique que la plupart (voire la totalité) des participants appelaient de leurs vœux ne pouvait être atteinte sans un marché commun impliquant un certain partage des responsabilités en matière de politique économique et sociale. En fin de compte, après l'adoption du plan Beyen, six pays signèrent, en mars 1957, les traités de Rome instituant la Communauté économique européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique.

On est en droit de se demander comment l'intégration européenne aurait progressé sans le rôle joué par Johan Willem Beyen. Sa présentation du plan, qui imprima un nouvel élan au projet européen au moment où celui-ci en avait vraiment besoin, contribua à créer l'Union européenne que nous connaissons aujourd'hui.

Ursula Hirschmann

1913-1991



© Archives historiques de l'Union européenne

Née dans une famille juive de la classe moyenne à Berlin, Ursula Hirschmann rejoignit en 1932 l'organisation de jeunesse du parti social-démocrate, qui s'opposait à la montée du nazisme. Après son mariage avec Eugenio Colorni, un jeune philosophe et socialiste italien, elle participa activement à la résistance clandestine contre le fascisme en Italie, pays natal de son mari.

Après l'arrestation de celui-ci, elle le suivit sur l'île de Ventotene où il était emprisonné. C'est là qu'ils rencontrèrent Ernesto Rossi et Altiero Spinelli, qui cosignèrent en 1941 le manifeste de Ventotene «pour une Europe libre et unie», généralement considéré comme le point de départ du fédéralisme européen.

Ce manifeste était l'ébauche d'un plan pour une Union européenne démocratique qui pourrait être créée après la guerre. Il appelait à une rupture avec le passé de l'Europe afin de former un nouveau système politique au moyen d'une restructuration de la politique et de vastes réformes sociales. Ursula Hirschmann rapporta secrètement le manifeste en Italie continentale et contribua à le diffuser. Le manifeste devint très populaire parmi les résistants italiens qui luttaient contre les nazis.



Après avoir quitté Ventotene, Ursula Hirschmann arriva à Milan et, aux côtés d'Altiero Spinelli et d'autres militants, elle fonda le Movimento Federalista Europeo (Mouvement fédéraliste européen), en 1943. C'est à Milan, en août de la même année, qu'eut lieu la première réunion pour la constitution du Mouvement. Elle aboutit à l'approbation des six piliers de la pensée fédéraliste élaborés sur l'île de Ventotene.

Eugenio Colorni fut assassiné par des fascistes à Rome en 1944. Ursula Hirschmann épousa Altiero Spinelli l'année suivante. Ils furent en Suisse, où ils s'employèrent ensemble à internationaliser le Mouvement fédéraliste européen. À cette fin, Ursula Hirschmann contribua à organiser le premier congrès fédéraliste international à Paris en 1945.

L'engagement politique d'Ursula Hirschmann ne prit pas fin après la Seconde Guerre mondiale. En 1975, elle fonda à Bruxelles l'association Femmes pour l'Europe.

Paul-Henri Spaak

1899-1972

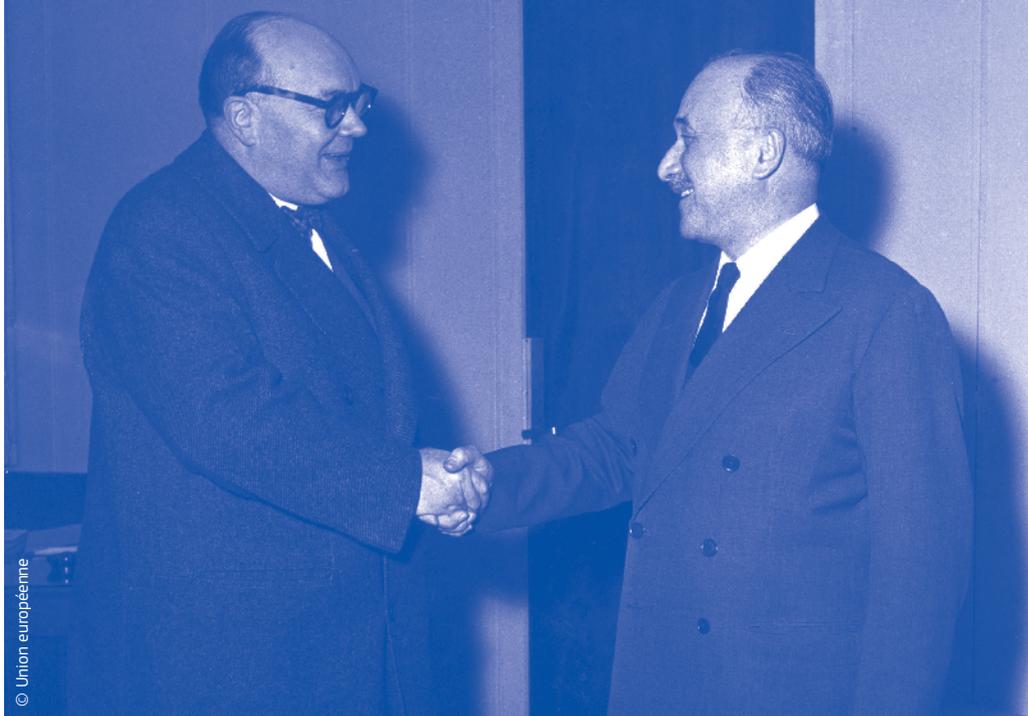


© Union européenne

Prisonnier des Allemands au cours de la Première Guerre mondiale, et ministre belge des affaires étrangères en exil au cours de la Seconde Guerre mondiale, Paul-Henri Spaak fait partie de ces grands pionniers de l'Union européenne qui furent témoins des horreurs du siècle le plus sanglant de l'Europe.

Paul-Henri Spaak vit dans les dévastations consécutives à la Seconde Guerre mondiale une occasion de reconstruire l'Europe grâce à la coopération économique et politique. En exil à Londres pendant la guerre, il travailla à un projet extrêmement ambitieux avec ses collègues néerlandais et luxembourgeois: une union douanière entre la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg.

Le projet se concrétisa en 1944 et ainsi naquit l'union douanière Benelux. La libre circulation des capitaux, des personnes, des services et des biens serait garantie entre les trois pays. Ce projet constituera une source d'inspiration pour la poursuite de l'intégration européenne.



© Union européenne

Paul-Henri Spaak (à gauche) et Jean Monnet se serrant la main.

Paul-Henri Spaak estimait que la création d'obligations contractuelles contraignantes entre les pays était le moyen le plus efficace de garantir la paix et la stabilité. Il contribua à la réalisation de ces objectifs dans ses fonctions de président de la première Assemblée plénière des Nations unies, en 1946, et de secrétaire général de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) (1957-1961).

Au cours de la conférence de Messine qui réunit les dirigeants européens en 1955, les trois pays du Benelux présentèrent une proposition visant à créer un marché commun et à intégrer les secteurs du transport et de l'énergie atomique. Ce «rapport Spaak» fut à l'origine de la Conférence intergouvernementale de 1956 sur le marché commun et l'Euratom, et servit de point de départ à l'élaboration des traités de Rome signés le 25 mars 1957, qui instituèrent la Communauté économique européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique en 1958. Paul-Henri Spaak signa ces traités au nom de la Belgique.

Melina Mercouri

1920-1994



L'actrice et femme politique grecque Melina Mercouri a toujours tout entrepris avec passion: après avoir enchanté la scène et les écrans dans la première partie de sa vie, elle lutta contre la junte fasciste qui prit le contrôle de la Grèce en 1967, et elle œuvra en faveur de la protection et de la promotion de la culture tout au long de sa carrière politique.

Melina Mercouri fut une comédienne célèbre en Grèce avant de devenir une vedette internationale de cinéma. Elle se lança en politique en 1967 lorsqu'un quarteron d'officiers d'extrême droite prit le pouvoir en Grèce. Melina Mercouri devint rapidement l'une des principales figures du mouvement des expatriés cherchant à renverser la junte. Elle fut en conséquence déchue de sa nationalité grecque par le général de brigade Stylianos Pattakos. Melina Mercouri prononça alors ces mots, qui devinrent célèbres: «Je suis née grecque et je mourrai grecque. M. Pattakos est né fasciste. Il mourra fasciste.»

Elle effectua de nombreux voyages pour faire campagne contre la dictature, faire connaître la situation en Grèce et demander que les colonels soient isolés et renversés. Cette opposition manifeste lui valut d'être victime d'une tentative d'assassinat en Italie, mais elle ne se laissa pas décourager et continua de s'opposer à la junte jusqu'à la chute de celle-ci en 1974.



Melina Mercouri parlant à la presse avant le coup d'envoi de la première Capitale européenne de la culture à Athènes, en 1985.

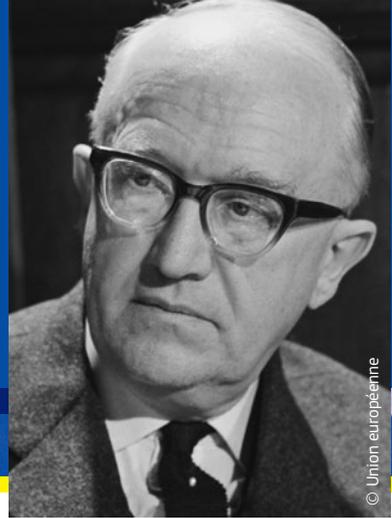
Après le rétablissement de la démocratie, Melina Mercouri retourna en Grèce, où elle contribua à former le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK), et elle participa activement au mouvement féministe du pays. Elle fut élue au Parlement grec en 1977. Lorsque son parti remporte les élections en 1981, Melina Mercouri est nommée ministre de la culture, un poste qu'elle occupera pendant huit ans et où elle parviendra à hisser la culture au premier plan de la politique grecque.

Une de ses plus grandes réalisations fut la mise en place des «Capitales européennes de la culture», avec la désignation d'Athènes comme première capitale en 1985. L'initiative vit le jour à la suite d'une réunion qu'elle organisa avec les ministres de la culture des dix États membres de l'Union européenne de l'époque, au cours de la première présidence grecque du Conseil, en 1983.

Lors de la deuxième présidence grecque du Conseil, en 1988, Melina Mercouri commença à faire campagne pour engager un dialogue et une coopération avec les pays d'Europe orientale à une époque de grands bouleversements. Alors que la guerre froide touchait à sa fin et que le rideau de fer tombait, elle fut l'une des principales instigatrices de l'initiative du «Mois européen de la culture», axée en particulier sur les pays d'Europe centrale et orientale.

Walter Hallstein

1901-1982



Premier président de la Commission européenne (1958-1967), Walter Hallstein œuvra à la mise en place du marché commun et plaida en faveur d'une intégration européenne rapide.

Son engagement envers l'unité européenne, son expérience et ses connaissances spécialisées avaient conduit le chancelier Konrad Adenauer à le nommer à la tête de la délégation ouest-allemande à la conférence sur le plan Schuman, prélude à la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier en 1950.

C'est la «doctrine Hallstein», élaborée dans les années 50, qui valut à l'ancien secrétaire d'État allemand aux affaires étrangères la reconnaissance de la communauté internationale, doctrine qui façonna la politique étrangère de l'Allemagne de l'Ouest dans les années qui suivirent. C'est, toutefois, sa contribution à l'intégration économique européenne qui fit de lui l'un des pionniers de l'Union européenne.



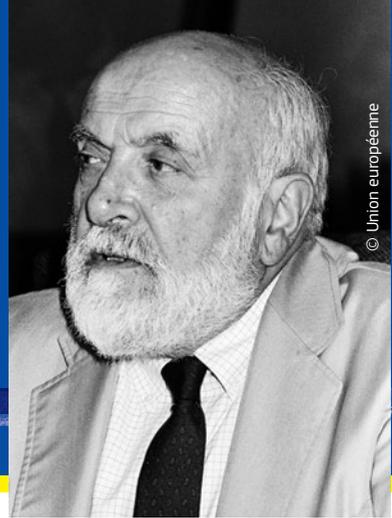
Walter Hallstein (tout à droite) portant un toast avec Robert Schuman (tout à gauche), entre autres.

Walter Hallstein fut un fervent défenseur de l'unité européenne à travers la formation d'une Communauté économique européenne. Les premiers jalons vers cette intégration économique furent posés lors de la conférence de Messine en 1955.

Même si Walter Hallstein souhaita au départ que cette intégration soit totale et se fasse le plus vite possible, les réalités politiques de l'époque l'amenèrent à reconnaître qu'une fusion progressive des marchés des États membres serait plus avantageuse pour tous. En 1958, il fut nommé premier président de la Commission de la Communauté économique européenne. Il prit ses fonctions en ayant un objectif: la vision d'une Europe unie, conformément à la déclaration Schuman du 9 mai 1950.

Altiero Spinelli

1907-1986



Altiero Spinelli comptait parmi les auteurs du manifeste de Ventotene, l'un des premiers documents à embrasser le concept d'une Europe unie et d'une Constitution européenne. Avec d'autres prisonniers politiques, il rédigea en secret le manifeste sur du papier à cigarettes, alors qu'il était incarcéré par le régime fasciste italien sur l'île de Ventotene, entre 1927 et 1943. Ses activités au sein du parti communiste italien lui avaient valu d'être condamné à la prison par le «tribunal spécial» fasciste de Benito Mussolini.

Après la Seconde Guerre mondiale, Altiero Spinelli fonda le Movimento Federalista Europeo (Mouvement fédéraliste européen) en Italie et, jusqu'à la fin des années 40 et durant les années 50, il fut un fervent défenseur de la cause fédéraliste d'une Europe unie. Dans les années 60, il fonda l'Institut des affaires internationales à Rome et, de 1970 à 1976, il fut membre de la Commission européenne. En 1979, Altiero Spinelli fut élu député au Parlement européen.



Session inaugurale de la conférence sur l'industrie et la société dans la Communauté, à Venise, le 20 avril 1972 (de gauche à droite): Marcel Mart, ministre luxembourgeois de l'économie; Altiero Spinelli; Vittorio Cini, comte de Monselice; et Yves Le Portz, président de la Banque européenne d'investissement.

En 1980, il fonda avec d'autres députés fédéralistes européens le Club du Crocodile, du nom du restaurant strasbourgeois où ils avaient l'habitude de se retrouver. Ce groupe réclamait un nouveau traité européen. Ses membres soumièrent une motion au Parlement visant à créer un comité spécial chargé de proposer un nouveau traité, une sorte de Constitution européenne qui ne dirait pas son nom.

Le 14 février 1984, le Parlement européen adopta sa proposition à une majorité écrasante et approuva le projet de traité instituant l'Union européenne, connu également sous le nom de «plan Spinelli».

Même si les parlements nationaux n'approuvèrent pas le projet de traité, le document servit de base à l'Acte unique européen de 1986, dont le but était de créer le marché unique, ainsi qu'au traité de Maastricht de 1992, qui institua l'Union européenne.

Nilde Iotti

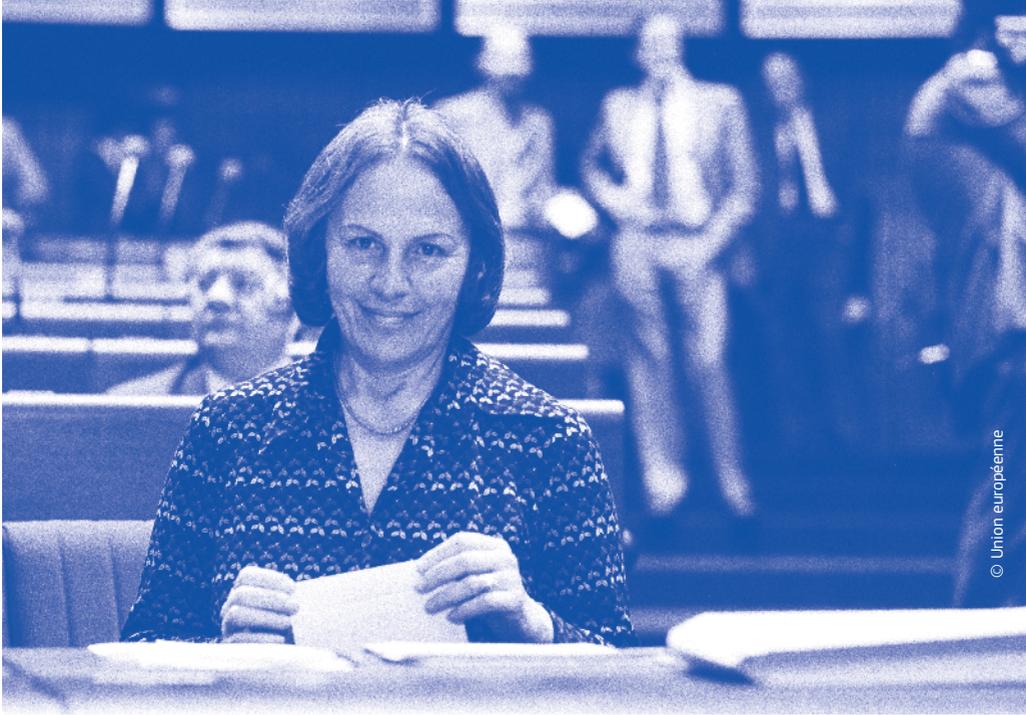
1920-1999



Résistante pendant la Seconde Guerre mondiale, Leonilde «Nilde» Iotti devint une personnalité de premier plan du parti communiste italien et l'une des principales organisatrices du syndicat des femmes italiennes, une fois le conflit terminé. En 1945, lorsque les femmes obtinrent le droit de vote, Nilde Iotti bénéficia d'un soutien considérable au sein de l'électorat féminin et fut élue en 1946 à l'Assemblée constituante, une chambre parlementaire chargée d'élaborer une nouvelle Constitution républicaine. Elle fut chargée de rédiger la section de la Constitution consacrée à la politique familiale.

En 1948, elle devint membre de la Chambre des députés du Parlement italien. Elle fut présidente de la Chambre en 1979, un poste qu'elle occupa jusqu'en 1992, devenant ainsi la première femme, et la première communiste, à occuper une haute fonction en Italie.

Elle lutta âprement pour les droits des femmes tout au long de sa carrière politique. Elle soutint et fit campagne avec succès en faveur de l'introduction, en Italie, de lois sur le divorce et l'avortement, qui constituaient d'importantes priorités pour les membres du mouvement féministe. Elle joua également un rôle de médiatrice, en exhortant ses jeunes camarades du parti communiste italien à ne pas ignorer le point de vue des femmes catholiques sur ces sujets.



Nilde Iotti lors de l'élection du président du Parlement européen en 1979.

Attachée à l'idée d'une Europe juste et équitable, Nilde Iotti porta son combat en faveur du suffrage universel sur la scène européenne. Elle devint membre du Parlement européen en 1969. Tout au long de ses mandats de députée européenne, elle défendit le principe d'élections ouvertes au Parlement permettant aux citoyens européens d'élire directement leurs représentants. Elle estimait que des élections par le peuple confèreraient à l'institution un mandat inébranlable pour agir au nom des citoyens.

Son combat et celui de ses collègues furent récompensés en 1979 avec les premières élections du Parlement européen au suffrage direct. Peu de temps après, elle quitta le Parlement après y avoir passé dix ans, une décennie au cours de laquelle elle siégea également au sein de la commission des affaires étrangères du Parlement. L'attachement de Nilde Iotti à l'Europe ne s'arrêta pas là. En 1997, elle fut élue vice-présidente du Conseil de l'Europe, l'organisation des droits de l'homme qui compte 47 États membres.

Nicole Fontaine

1942-2018



Dès le début de sa carrière parlementaire en France, son pays natal, Nicole Fontaine œuvra en faveur d'une Europe des citoyens, en se concentrant sur des projets liés à l'éducation des jeunes et à la reconnaissance mutuelle des qualifications universitaires, ainsi qu'aux droits des femmes et à l'égalité entre les hommes et les femmes.

Deuxième femme présidente du Parlement européen (1999-2002), Nicole Fontaine était une responsable politique persuasive et une ardente promotrice de l'Europe qui s'employa à réformer les méthodes de travail du Parlement afin de le rapprocher de ses citoyens.

Dans son premier discours au Conseil européen en qualité de présidente à Tampere, en Finlande, en octobre 1999, elle souligna l'importance de tenir compte des préoccupations quotidiennes des Européens. Elle plaida pour une «approche ambitieuse visant à doter l'Union d'une charte des droits fondamentaux». En décembre 2000, elle signa la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne au nom du Parlement européen.

Ses compétences diplomatiques étaient largement reconnues. En 1999, *The Economist* la décrivit comme «une conciliatrice qui cherche à dégager des consensus et à construire des coalitions [...], qui n'est nulle part plus à l'aise



Nicole Fontaine reçoit trois Afghanes ayant quitté clandestinement Kaboul, afin de protester contre le sort réservé aux femmes dans leur pays d'origine, le 3 mai 2001.

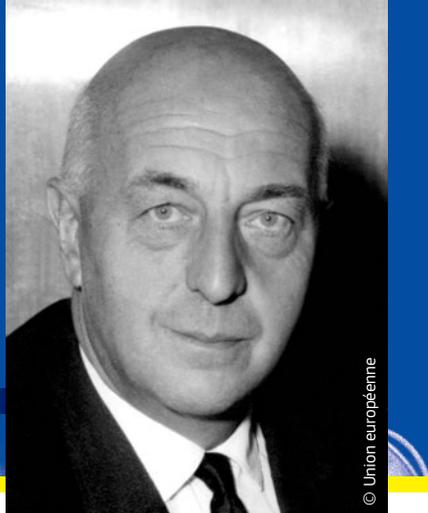
que dans les couloirs byzantins de l'Europe, sollicitant l'appui de tous les partis, avec le sourire, à la recherche de compromis».

Œuvrant sans relâche pour le dialogue et la paix, Nicole Fontaine parvint à réunir les présidents des parlements palestinien et israélien pour une poignée de main historique à Strasbourg en 2000. En avril 2001, elle invita le commandant Ahmad Shah Massoud, vice-président de l'Afghanistan, à se rendre à Strasbourg pour parler de la situation dans son pays. Elle s'inquiéta en particulier du sort des femmes afghanes. Le mois suivant, elle invita trois femmes qui s'étaient secrètement échappées de Kaboul à venir témoigner au Parlement européen. Elle décrivit la réunion comme l'un des «moments les plus émouvants» de sa présidence.

Nicole Fontaine a reçu un certain nombre de prix en récompense de son attachement aux idéaux européens, dont la médaille Robert Schuman et la médaille de commandeur de l'ordre national du Mérite.

Sicco Mansholt

1908-1995



© Union européenne

Membre de la Résistance néerlandaise au cours de la Seconde Guerre mondiale, Sicco Mansholt fut témoin des ravages de la famine qui toucha les Pays-Bas au sortir de la guerre. Agriculteur avant la guerre, il s'appuya sur son expérience lorsqu'il fut nommé ministre de l'agriculture dans le gouvernement néerlandais d'après-guerre.

Dans un contexte de grave pénurie alimentaire et face à la menace imminente d'une crise, Sicco Mansholt prit des mesures pour restaurer au plus vite la distribution des produits alimentaires, mais il comprit également la nécessité de moderniser l'agriculture afin d'éviter de futures pénuries. Il fixa des prix minimaux pour les principaux produits agricoles, fit appliquer des taxes sur les importations et institua des subventions aux exportations.

À plus grande échelle, Sicco Mansholt était convaincu que l'Europe devait devenir autosuffisante sur le plan alimentaire et qu'un approvisionnement stable en nourriture devait être garanti pour tous.

En 1950, il conçut un plan en vue d'instaurer en Europe un marché commun de la production agricole, doté d'une structure dirigeante supranationale. Ce plan allait inspirer par la suite la politique agricole de la Communauté économique européenne.



Sicco Mansholt lors d'une session du Parlement européen à Bruxelles, en juin 1987.

Sicco Mansholt concrétisa ses projets de politique agricole commune lorsqu'il devint commissaire chargé de l'agriculture au sein de la toute première Commission européenne en 1958. Le plan conçu par Sicco Mansholt rencontra tout d'abord une certaine opposition de la part des agriculteurs et de leurs représentants politiques, qui étaient convaincus que cette approche commune menacerait leurs moyens de subsistance et que seules les grandes exploitations pourraient survivre.

Il fallut surmonter de nombreux obstacles avant de parvenir à un accord sur une politique européenne commune, mais Sicco Mansholt tint bon et, en 1968, la Commission publia un mémorandum sur la réforme de la politique agricole commune, connu également sous le nom de «plan Mansholt». Celui-ci prévoyait, en substance, que les agriculteurs devaient moderniser leurs fermes pour que l'agriculture puisse prospérer. La productivité serait ainsi assurée et les agriculteurs européens pourraient devenir autonomes.

Anna Lindh

1957-2003



Active en politique dès son adolescence, Ylva Anna Maria Lindh fut l'une des personnalités les plus influentes de la politique suédoise contemporaine. Née en 1957, Anna Lindh étudia le droit à l'université d'Uppsala avant d'être élue au Parlement suédois en 1982. Elle fut nommée pour la première fois au gouvernement douze ans plus tard, comme ministre de l'environnement.

Anna Lindh fut nommée ministre des affaires étrangères en 1998 au sein du gouvernement du Premier ministre Göran Persson. Les médias la surnommèrent la «princesse héritière de Persson», considérant que le dirigeant suédois la préparait à lui succéder à la tête du parti et, à terme, du pays.

Anna Lindh avait la réputation de ne pas mâcher ses mots et de s'opposer ouvertement à certains pays, surtout lorsqu'il était question de droits de l'homme. À Moscou, elle critiqua sévèrement les interventions de la Russie en Tchétchénie; Anna Lindh fut une fervente partisane de la solution fondée sur la coexistence de deux États au Moyen-Orient et une adversaire farouche de la politique menée par le Premier ministre israélien de l'époque, Ariel Sharon, envers les Palestiniens. Elle s'opposa à la guerre en Iraq au motif que les Nations unies n'avaient pas donné leur aval, et elle fustigea les États-Unis au sujet du traitement des prisonniers à Guantánamo.



Anna Lindh, ministre des affaires étrangères, et Göran Persson, Premier ministre, à Athènes, lors de la cérémonie de signature du traité d'adhésion des futurs États membres de l'Union européenne, le 16 avril 2003.

Anna Lindh joua un rôle important dans le renforcement de la présence de la Suède au sein de l'Union européenne, alors qu'elle présidait les réunions des ministres des affaires étrangères pendant la présidence suédoise du Conseil en 2001. La même année, alors qu'un conflit se profilait dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine (aujourd'hui la Macédoine du Nord), Anna Lindh, en sa qualité d'envoyée spéciale de l'Europe, joua un rôle déterminant en réunissant dans une action harmonisée les volets, généralement disparates, de la politique étrangère de l'Union européenne, ce qui contribua à éviter la guerre.

Anna Lindh resta résolument pro-européenne tout au long de sa carrière. Elle faisait partie des grandes figures de la campagne en faveur du «oui» au référendum organisé par la Suède en 2003 sur l'adoption de l'euro. Le 10 septembre 2003, trois jours avant le référendum, elle fut sauvagement agressée à coups de couteau à Stockholm. Elle mourut le lendemain.

Où puis-je trouver des informations plus détaillées?

Des centaines de **centres d'information Europe Direct** sont répartis sur l'ensemble du territoire de l'Union européenne. Pour connaître l'adresse du centre le plus proche, consultez la page suivante:

https://europa.eu/european-union/contact/meet-us_fr

Vous pouvez contacter Europe Direct:

— par téléphone:

— via un numéro gratuit: 00 800 6 7 8 9 10 11 (certains opérateurs facturent cependant ces appels),

— au numéro de standard suivant: +32 22999696;

— par courrier électronique via la page: https://europa.eu/european-union/contact_fr

Des informations sur l'Union européenne sont disponibles, dans toutes les langues officielles de l'UE, sur le **site internet Europa** à l'adresse suivante: <https://europa.eu>. Consultez également le [rapport général](#) sur les activités de l'Union européenne en 2020.

Vous pouvez télécharger ou commander des **publications de l'UE** gratuites et payantes à partir du site suivant:

<https://op.europa.eu/fr/web/general-publications/publications>

Les citoyens et les entreprises de l'UE qui souhaitent obtenir de l'aide et des conseils peuvent consulter le site **Your Europe**:

<https://europa.eu/youreurope/index.htm>

Pour du matériel pédagogique, des jeux et des quiz, consultez l'**Espace Apprentissage**:

https://europa.eu/learning-corner/home_fr

Découvrez le **portail européen de la jeunesse** à l'adresse suivante:

https://europa.eu/youth/home_fr

La **Commission européenne** dans votre pays:

https://ec.europa.eu/info/about-european-commission/contact/representations-member-states_fr

Le **Parlement européen** dans votre pays:

<https://www.europarl.europa.eu/at-your-service/fr/stay-informed/liaison-offices-in-your-country>

Le **réseau des centres européens de consommateurs**:

https://ec.europa.eu/info/live-work-travel-eu/consumer-rights-and-complaints/resolve-your-consumer-complaint/european-consumer-centres-network-ecc-net_fr

